



COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXPERTISE COMPTABLE
SOCIÉTÉ INSCRITE À PARIS

C N A P E

Association
33 avenue d'Italie
75013 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

CNAPE
33 avenue d'Italie
75013 Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'association CNAPE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CNAPE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose l'application d'une nouvelle réglementation comptable à compter du 1er janvier 2025 et qui précise les incidences sur les comptes de l'exercice.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- L'association présente en pied du compte de résultat l'estimation des contributions volontaires en nature selon les modalités et informations décrites dans la note « Contributions volontaires en nature » de l'annexe.

Nous avons procédé, d'une part, à l'appréciation de l'approche retenue par l'association telle que décrite dans la note de l'annexe ci-dessus et, d'autre part, à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 28 avril 2026

Le commissaire aux comptes
SOCIETE PARISIENNE D'EXPERTISE
« SOPAREX »


Philippe GARNIER

ANNEXE AU RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Il identifie et évalue les risques que des comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalies significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de sons rapport, étant toutefois rappelé que les circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 840	3 431	3 409	4 777
	Autres immobilisations incorporelles	60 931	60 931		
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	921 492		921 492	921 492
	Constructions	2 558 334	198 520	2 359 814	2 452 207
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	90 412	68 066	22 345	30 166
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	153		153	153
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	3 638 161	330 949	3 307 212	3 408 794
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	71 585	50 010	21 575	36 997
	Créances reçues par legs ou donations				709
	Autres créances	112 942		112 942	58 992
	Charges constatées d'avance	32 353		32 353	19 453
	Valeurs mobilières de placement	898 037		898 037	648 037
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	455 293		455 293	453 643
	TOTAL (III)	1 570 209	50 010	1 520 199	1 217 830
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		5 208 370	380 959	4 827 411	4 626 624

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

SOPAREX
Commissaire aux comptes
POUR IDENTIFICATION

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	500 000	500 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	50 000	50 000
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	407 644	470 228
	Excédent ou déficit de l'exercice	72 152	(62 584)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 029 796	957 644
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 029 796	957 644
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	749 447	700 760
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	150 741	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	36 234	31 433
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	936 422	732 193
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	66 841	51 842
	Total des provisions	66 841	51 842
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	2 584 337	2 657 058
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 725	56 543
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	133 853	143 960
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	7 294	8 891
	Produits constatés d'avance	143	18 494
	Total des dettes	2 794 352	2 884 945
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	4 827 411	4 626 624
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	72 152,21	(62 583,66)
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	309 571	316 690
	(2) Dont emprunts participatifs		

SOPAREX
Commissaire aux comptes
POUR IDENTIFICATION

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 443 849	1 331 766
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	804	6 590
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	604 256	366 869
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	2 321	29 288
	Mécénats	194 476	127 342
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	4 000	4 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	51 842	60 753
	Utilisations des fonds dédiés	63 407	40 000
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	154 897	111 698
Total des produits d'exploitation		2 519 852	2 078 306
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements	13 176	23 609
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	717 709	655 167
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	75 172	78 484
	Salaires	765 209	770 902
	Cotisations sociales	305 279	325 904
	Dotation aux amortissements et dépréciations	151 592	97 677
	Dotation aux provisions	66 841	51 842
	Reports en fonds dédiés	267 636	78 409
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	254	1 438
Total des charges d'exploitation		2 362 868	2 083 431
RESULTAT D'EXPLOITATION		156 984	(5 125)

SOPAREX
Commissaire aux comptes
POUR IDENTIFICATION

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		156 984	(5 125)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	20 837	20 749
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	6 399	6 095
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		27 237	26 844
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	112 069	115 457
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		112 069	115 457
RESULTAT FINANCIER		(84 832)	(88 614)
RESULTAT COURANT avant impôts		72 152	(93 738)
	Produits exceptionnels		43 170
	Charges exceptionnelles		12 016
RESULTAT EXCEPTIONNEL			31 155
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 547 089	2 148 320
TOTAL DES CHARGES		2 474 937	2 210 904
EXCEDENT ou DEFICIT		72 152	(62 584)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			460
Prestations en nature		11 741	47 830
Bénévolat		100 253	85 940
TOTAL		111 994	134 230
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature		11 741	48 290
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		100 253	85 940
TOTAL		111 994	134 230

SOPAREX
Commissaire aux comptes
POUR IDENTIFICATION

ANNEXE LEGALE

**Comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 totalise un montant de 4 827 411 €. Le compte de résultat de l'exercice enregistre un résultat excédentaire de 72 152 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers est venu modifier le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général en coordination avec le règlement 2022-06, et le règlement ANC 2023-03 est venu modifier le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif dont font partie les associations. Ces deux règlements ANC n° 2022-06 et N° 2023-03 sont applicables à compter du 01 janvier 2025 et constituent un changement de méthode comptable issu d'un changement de réglementation.

Les principaux changements issus de ces règlements concernent d'une part l'affectation comptable de certaines opérations et d'autre part la présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexes) et notamment sur les points suivants :

- Présentation dans le résultat courant d'éléments qui auraient figuré en résultat exceptionnel avant l'application du règlement ;
- Présentation des changements induits par la suppression de la technique de transferts de charges.

La CNAPE a donc adopté le nouveau modèle des états financiers prévus par ces règlements dans sa présentation des comptes annuels 2025, mais les nouvelles règles comptables prévues dans ces règlements n'ont pas eu d'incidence sur les comptes de l'exercice 2025, la CNAPE n'ayant pas réalisé d'opérations concernées par cette nouvelle réglementation.

ACQUISITION DU SIEGE SOCIAL

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 26 mai 2023, la CNAPE a fait l'acquisition, le 27 juillet 2023, de locaux au 33 avenue d'Italie (Paris 13^e) afin d'y placer son siège social. Cette acquisition s'est faite par recours à l'emprunt, sur 20 ans auprès du Crédit Coopératif et sur 25 ans auprès de la Caisse d'Epargne Auvergne-Limousin pour un montant total de 2 750 000 €, et par mobilisation des fonds propres pour le financement du solde et des travaux d'aménagement.

L'acquisition a bénéficié de la taxation réduite prévue à l'article 1067 du CGI, ouverte aux organismes habilités à participer au service de l'aide sociale à l'enfance, sous réserve que la CNAPE justifie de l'obtention de l'habilitation dans le délai de cinq ans (BOI-ENR-DMTOI-10-90-10).

L'emménagement dans les nouveaux locaux a eu lieu mi-février 2024.

IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Montant au 01/01/2025	Acquisitions/ Ventilation	Cession et mise au rebut/ Ventilation	Montant au 31/12/2025
<u>Incorporelles</u>	67 771			67 771
Logiciels	6 840			6 840
Site internet	60 931			60 931
<u>Corporelles</u>	3 570 237			3 570 237
Terrains bâtis	921 492			921 492
Bâtiments	2 150 448			2 150 448
Installations	407 886			407 886
Matériel de bureau et informatique	24 815			24 815
Mobilier	46 403			46 403
Agencements locaux	1 807			1 807
Matériel technique	17 386			17 386
<u>Financières</u>	153			153
TOTAL GENERAL	3 638 161			3 638 161

Montants individuellement arrondis à l'euro le plus proche

AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	Montant au 01/01/2025	Dotations/ Ventilation	Reprises/ Ventilation	Montant au 31/12/2025
<u>Immobilisations incorporelles</u>	62 995	1 368		64 363
Logiciels	2 063	1 368		3 431
Site internet	60 931			60 931
<u>Immobilisations corporelles</u>	166 373	100 214		266 586
Bâtiments	61 407	43 009		104 416
Installations	44 720	49 384		94 104
Matériel de bureau et informatique	20 223	2 391		22 613
Mobilier	30 264	1 963		32 227
Agencements locaux	1 008	384		1 392
Matériel technique	8 750	3 084		11 834
TOTAL GENERAL	229 367	101 582		330 949

Montants individuellement arrondis à l'euro le plus proche

La durée d'amortissement des matériels informatiques et matériels techniques est comprise entre 3 et 5 ans, celle des mobiliers est comprise entre 3 et 5 ans et les travaux d'agencement des locaux sont amortis entre 5 et 10 ans. Le site internet est amorti sur 5 ans. Le bâtiment est amorti sur 50 ans.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

L'ensemble des créances qui figurent au bilan arrêté au 31 décembre 2025 est à échéance à moins d'un an.

Sur les dettes qui figurent au bilan arrêté au 31 décembre 2025 pour un montant global de 2 794 352 €, 309 571 € sont à moins d'un an, 373 133 € sont à échéance entre un et cinq ans et 2 111 648 € sont à échéance à plus de cinq ans.

La CNAPE a souscrit en 2023 deux emprunts immobiliers pour l'acquisition de son siège pour un montant de 2 750 000 €, dont 181 744 € ont été remboursés au 31 décembre 2025.

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Les provisions et dépréciations au 31 décembre 2025 sont :

PROVISIONS / DEPRECIATIONS	Montant au 01/01/2025	Dotation/ Augmentation	Reprises	Montant au 31/12/2025
Dépréciation pour cotisations douteuses	0	50 010	0	50 010
Provisions pour risques et charges	22 000	33 000	22 000	33 000
Provision pour départ en retraite	29 842	33 841	29 842	33 841
TOTAL GENERAL	51 842	116 851	51 842	116 851

Montants individuellement arrondis à l'euro le plus proche

La provision pour risques et charges correspond aux frais d'assemblée générale 2026 (validant les comptes 2025) et aux frais de déplacement non encore reçus. Provision pour départ en retraite : l'engagement comptabilisé à la clôture de l'exercice est proratisé pour tenir compte de l'ancienneté au moment du départ en retraite et de la mobilité des personnels. L'évaluation est faite sur la base de la convention collective CCNT 66.

CHARGES A PAYER

Les charges à payer au 31 décembre 2025 concernent :

• Provision pour congés payés et charges :	77 261 €
• Contribution Fédé Addiction au projet SICAPE :	15 704 €
• Honoraires :	7 512 €
• Intérêts courus non échus :	6 983 €
• Fournisseurs et divers :	6 580 €
• OPCO Formation :	5 419 €

PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir au 31 décembre 2025 concernent :

• Cotisations d'associations :	68 793 €
• Convention Banque des Territoires :	40 000 €
• Convention Fonds Mulliez :	40 000 €
• Intérêts à recevoir / Legs :	20 837 €
• Convention La Manufacture :	20 000 €
• Aide contrats d'apprentissage :	833 €
• Intérêts à recevoir CE :	281 €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Elles s'élèvent à 32 353 € et concernent les abonnements divers, les fournitures en stock, primes d'assurance et contrats de maintenance au prorata des échéances ainsi que des frais de réservation pour un déplacement ultra-marin début 2026.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Ils s'élèvent à 143 € et concernent les abonnements 2026 et 2027 au magazine Forum.

RESERVES AFFECTEES

L'assemblée générale du 25 mai 2018 a décidé la création d'une réserve pour soutenir l'innovation pour un montant de 50 000 €, et donné mandat au conseil d'administration pour en définir les modalités d'utilisation. La crise sanitaire puis la tension de trésorerie consécutive à l'acquisition des locaux ont retardé l'organisation de l'attribution de ce fonds.

FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE

L'assemblée générale du 13 mai 2016 a décidé d'affecter 500 000 € au fonds associatif sans droit de reprise. Ce montant est enregistré sur la ligne intitulée « autres fonds propres sans droit de reprise » après application du nouveau plan comptable au 1^{er} janvier 2020.

SUIVI DES FONDS DEDIES

Un legs particulier de 4 biens immobiliers reçu en 2021 et affecté au soutien de la prévention de la primo-délinquance a donné lieu à la création d'un fonds dédié qui s'élevait à 648 037 € au 31 décembre 2022. Par décision du conseil d'administration du 15 décembre 2023, ces fonds ont été placés sur des comptes à terme ouverts à la Caisse d'Epargne (capital et intérêts garantis), sur une durée maximum de 5 ans. Ces comptes à terme ont généré un produit financier de 20 837 € en 2025 qui, comme en 2024, a été affecté en fonds dédié au même titre que le legs.

La CNAPE a conventionné fin 2024 avec la CNAM pour mettre en œuvre, avec la Fédération Addiction, le programme SICAPE (Stratégie d'Intervention sur les Conduites Addictives dans les établissements de la Protection de l'Enfance) dont l'objet est de créer des passerelles entre les secteurs de la protection de l'enfance et de l'addictologie et donner aux professionnels des clés de compréhension et des outils pratiques pour mieux accompagner les jeunes. Le projet court jusqu'en fin 2027. Une première tranche de financement a été reçue courant 2025, la partie non consommée au 31 décembre a été affectée en fonds dédié.

L'excédent de produits constaté sur l'organisation de l'édition 2025 du tournoi des Défenseurs de l'Enfance est renvoyé en fonds dédié et sera consacré au financement de l'édition 2026.

La CNAPE a conventionné fin 2025 avec la DGCS pour établir une cartographie complète des services de prévention spécialisée. Ce projet de neuf mois court sur les exercices 2025 et 2026, occasionnant la création d'un fonds dédié au 31 décembre.

Le fonds de dotation Gérard et Bernadette Muliez a accordé fin 2025 un soutien financier pour développer l'application La Base, occasionnant la création d'un fonds dédié au 31 décembre.

La CNAPE a renouvelé en 2025 sa convention avec la Banque des Territoires pour soutenir la diffusion de l'offre de financement dédiée aux établissements du secteur de la protection de l'enfance. L'action se poursuivant sur 2026, un volume proratisé de ce soutien financier est inscrit en fonds dédié.

La CNAPE a reçu des contributions financières de membres après l'appel à la solidarité en faveur des petites associations mahoraises adhérentes lancé par le président, lors de l'assemblée générale du 26 mai 2024. Conformément à cet appel, ces fonds sont utilisés pour contribuer au financement des cotisations dues par ces petites associations. Fin 2025, 2 900 € sont inscrits en fonds dédiés pour une utilisation sur les prochains exercices.

Enfin, les dons de la société Briefonline.net, qui exploite la marque Les PétanCœurs, inscrits en fonds dédiés au 1^{er} janvier 2025 ont été utilisés pour financer la campagne de prévention contre les violences faites aux enfants « Un simple appel ». Un nouveau don reçu fin 2025 a été inscrit en fonds dédié.

RESSOURCES	Fonds à engager au 01/01/2025	Utilisation	Ressources nouvelles	Fonds à engager au 31/12/2025
Legs Marthe D.	668 786		20 837	689 623
Projet SICAPE			58 942	58 942
Tournoi Défenseurs de l'Enfance	26 228	26 228	58 324	58 324
Cartographie de la prévention spéc.			53 333	53 333
Soutien La Base Fonds Mulliez			38 466	38 466
Soutien communication offre BDT	30 000	30 000	33 333	33 333
Soutien cotisations adh. Mayotte	1 433	1 433	2 900	2 900
Don Les PétanCœurs	5 747	5 747	1 500	1 500
TOTAL GENERAL	732 193	63 407	267 636	936 422

Montants individuellement arrondis à l'euro le plus proche

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le montant des contrats de crédit-bail (équipement de vidéosurveillance et télésurveillance des locaux) s'élève à 4 768 € au 31 décembre 2025.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les comptes annuels intègrent une valorisation des contributions volontaires en nature.

Activité bénévole mobilisée par la CNAPE :

Ont été recensés en 2025, pour toutes les personnes non salariées de la CNAPE :

1. Les temps de réunion pour les commissions et groupes de travail CNAPE (les commissions protection de l'enfance, réponses pénales et prévention de la délinquance, vie associative, médico-sociale, les groupes de travail sur les MNA, la prévention spécialisée, les jeunes majeurs, l'intelligence artificielle, le plaidoyer, etc.), pour un total de 741 heures ;
2. Les temps de représentations et d'animation de la vie associative par les délégués territoriaux, pour un total de 1 323,5 heures ;
3. Le nombre d'intervenants ayant participé bénévolement aux colloques organisés par la CNAPE (27 personnes) ;
4. Cinq journées de coaching bénévole du développeur web de la plateforme La Base.

Le coût horaire moyen CNAPE a été appliqué (base coût pour l'employeur : 39,38 €) pour les catégories 1 et 2, un forfait de 600 € (coût pour l'employeur) a été appliqué par intervention pour la catégorie 3 et une valorisation de 550 € par journée a été appliquée pour la catégorie 4, correspondant au taux journalier moyen du bénévole.

La valorisation totale de l'activité bénévole en 2025 s'élève ainsi à 100 253 €.

Prestations et dons en nature :

La CNAPE a également reçu un volume de dons et prestations en nature dans le cadre du tournoi des Défenseurs de l'Enfance qui s'est déroulé à Lille en novembre 2025, pour un montant de 11 741 €.

EFFECTIFS

Au 31 décembre 2025, le nombre de salariés permanents de la CNAPE était de 17 personnes, représentant 16,3 ETP.

SOPAREX
Commissaire aux comptes
POUR IDENTIFICATION



COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXPERTISE COMPTABLE
SOCIÉTÉ INSCRITE À PARIS

C N A P E

Association
33 avenue d'Italie
75013 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

CNAPE

33 avenue d'Italie
75013 Paris

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'Assemblée Générale de la CNAPE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

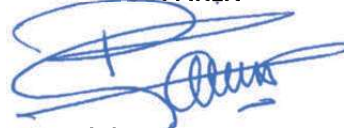
Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à Paris, le 28 avril 2026

Le commissaire aux comptes

SOCIETE PARISIENNE D'EXPERTISE

« SOPAREX »



Philippe GARNIER